

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18063 - 70ÈME ANNÉE

Pour empêcher la destruction de 3.000 emplois supplémentaires cette année

Union nécessaire pour sauver La Réunion

Tous les partis sont sollicités pour faire partie de la délégation qui devra rencontrer le gouvernement à Paris pour demander au gouvernement de soutenir le BTP. Cela rappelle que pour sauver La Réunion, l'union est nécessaire.



La Réunion est dans une crise sans précédent : plus de 170.000 demandeurs d'emploi et la moitié de la population en dessous du seuil de pauvreté. Mais cela peut être pire. Le secteur du BTP craint de perdre encore 3.000 emplois cette année.

Voici 5 ans, le BTP était pourtant un des moteurs de la croissance de La Réunion. C'était la conséquence d'une politique d'investissement avec pour perspective La Réunion du million d'habitants.

Pour vivre et se déplacer, les Réunionnais ont besoin d'infrastructures. C'est pour cela que plus de 10.000 logements étaient construits chaque année. Les lycées n'étaient pas en reste, au rythme de deux lycées tous les trois ans.

Pour les déplacements, La Réunion a vécu en 2009 l'inauguration de la route des Tamarins entre Saint-Paul et l'Etang Salé, et du Boulevard Sud à Saint-Denis. Il était alors possible de faire le tour de La Réunion en utilisant une route à 4 voies.

Il fallait alors répondre à l'urgence

et anticiper sur l'avenir. Pour cela, le BTP s'était développé. Il a alors compté 25.000 salariés. C'était l'équivalent du nombre de planteurs de canne à sucre avant les accords de 1969. Et ce n'était pas fini, car le gouvernement avait alors choisi d'accompagner les grands travaux des Réunionnais.

Paul Vergès avait alors obtenu l'engagement de l'État à co-financer 4,5 milliards d'euros d'investissements. C'étaient les projets du tram-train et de la nouvelle route du littoral, les réalisations inscrites dans le contrat de Plan État-Région, comme la Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise. De 25.000, les effectifs du BTP étaient alors destinés à dépasser rapidement 30.000. Cela voulait dire plus de 5.000 emplois créés.

Effet de décisions politiques

Aujourd'hui, le BTP a moins de 15.000 salariés. Ce n'est pas la

conséquence de la crise financière, mais de décisions politiques.

Des élus fraîchement arrivés au pouvoir ont en effet décidé de supprimer des chantiers, sans avoir un équivalent prêt à démarrer. C'est la liste des grands travaux supprimés qui commence à l'ancienne rocade Sud au Tampon et qui s'arrête au tram-train.

Le gouvernement a aussi contribué à la crise en décidant de se retirer du soutien fiscal à la construction de logements. Le changement des règles de la défiscalisation qui a accéléré la crise. L'investissement privé a donc chuté.

Les professionnels du BTP annoncent une baisse du chiffre d'affaires de 600 millions d'euros en quelques années. Ils demandent donc une aide d'un montant équivalent.

Tout n'est pas perdu

La tâche est considérable. C'est pourquoi c'est l'ensemble des forces politiques de La Réunion est interpellé.

Paul Vergès a lui aussi répondu présent. Il a proposé l'idée de constituer une délégation portant les revendications en main propre au gouvernement.

Pour que la démarche puisse atteindre son objectif, le sénateur propose que l'ensemble des parlementaires en fasse partie. Cela soulignera que la lutte contre la crise du BTP concerne tous les partis.

Pour sauver La Réunion, l'union est donc nécessaire.

Opposition à l'austérité

De nombreux soutiens à la Grèce

Contre toute attente, le président américain Barack Obama a déclaré « on ne peut pas continuer à pressurer des pays qui sont en pleine dépression », sur CNN, chaîne télévisée. Ce dernier et trois Prix Nobel d'économie ont décidé de se rallier à la nouvelle ligne politique du gouvernement, Alexis Tsipras.



Les Grecs ont lourdement payé le prix de l'austérité : suppression de nombreux emplois y compris chez les titulaires de la fonction publique, baisse des retraites et des salaires. Pas question de continuer.

Le nouveau gouvernement d'Alexis Tsipras, issu du parti de gauche radicale Syriza, a reçu dimanche 31 janvier, le soutien du président américain, qui a assuré que les créanciers ne pouvaient plus « pressurer des pays qui sont en pleine dépression », ajoutant qu'« à un moment donné, il faut une stratégie de croissance pour pouvoir rembourser ses dettes ».

Actuellement, la dette publique de la Grèce se situe à 321 milliards d'euros, soit 175 % du produit intérieur brut (PIB) et appartient pour plus de 70 % aux créanciers internationaux. Ainsi, le FMI en détient 32 milliards, la BCE 27 milliards, les États de la zone euro 53 milliards, et le Fonds européen de stabilité financière (FESF), créé en 2010, en détient 141,8 milliards.

Pour pouvoir rembourser cette dette, il faudrait consacrer toute la richesse générée dans le pays durant deux ans, ce que craignent les marchés et empêche Athènes de se financer de manière autonome. Pour de nombreux économistes, le plus efficace pour comprimer ce fameux ratio dette/PIB serait d'augmenter le PIB grâce à une croissance plus stable. Contrairement

aux conditions imposées par la troïka qui imposent aux pays de consacrer chaque année au désendettement des excédents budgétaires péniblement dégagés.

Il est ainsi demandé chaque année à Athènes un surplus budgétaire (hors charge de la dette) allant jusqu'à 4,5 % du PIB, ce qui pèse sur les Grecs et le système social. Cette situation se traduit pour le prix Nobel d'économie Paul Krugman par « tirer du sang à une pierre. Ou c'est imiter Sisyphe, ce personnage mythologique condamné, pour avoir défié les dieux, à pousser pour l'éternité une lourde pierre jusqu'au sommet d'une montagne, dont elle retombe à chaque fois ».

Face à cette déclaration, le ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, a assuré que « la bonne stratégie pour Sisyphe est d'arrêter de pousser son rocher, pas de monter jusqu'en haut de la colline ».

Le Fonds Monétaire International a reconnu à plusieurs reprises que les mesures imposées dans certains États européens pour réduire la dette n'ont pas fonctionné, pire elles ont porté atteinte au bien-être des peuples. L'institution a aussi reconnu avoir sous-estimé les effets

récessifs de la rigueur budgétaire, car « maintenir un surplus de quelque 4 % du PIB pendant plusieurs années pourrait se révéler difficile ».

Le 22 janvier, trois jours avant la victoire électorale de Syriza, 18 économistes de renom, tels que les prix Nobel Joseph Stiglitz et Christopher Pissarides, ont demandé « un nouveau départ » pour la Grèce, dans le quotidien américain, The Financial Times.

Ces derniers ont demandé « une réduction de la dette, en particulier bilatérale » due par la Grèce aux États européens, un moratoire sur le paiement des intérêts, et « un montant significatif d'argent » pour financer de grands investissements, et les importantes réformes, dont celles proposées par Syriza.

Céline Tabou

Edito

Du sondage à la réalité...

Il existe plusieurs manières de mesurer la popularité d'un gouvernement. La plus médiatique, c'est le baromètre de l'opinion. C'est un sondage fait sur un échantillon qualifié de représentatif. Il donne les pourcentages d'opinion favorable.

La plus réaliste, c'est l'élection partielle. C'est un scrutin qui se tient en dehors du calendrier électoral habituel. Quand il s'agit d'une ville d'importance, la portée va donc bien au-delà de la circonscription concernée. Certains commentateurs n'hésitent pas à dire qu'une partielle peut être un test pour le gouvernement. En effet, le nombre d'électeurs qui s'exprime est toujours nettement supérieur à celui des personnes interrogées dans un sondage d'opinion.

La France a vécu une tragédie au début du mois. 20 personnes sont décédées en trois jours dans la région parisienne à la suite de l'attaque contre Charlie Hebdo. Toutes ces morts tragiques ont suscité une émotion légitime. En France, des millions de personnes étaient dans la rue, pour participer aux plus grands défilés depuis la fin de la seconde guerre mondiale à en croire les autorités et les observateurs.

Le sondage qui a suivi a vu une remontée en flèche de la popularité du président de la République et du Premier ministre. En dessous de 20 %, François Hollande est remonté au-dessus de 40 %. Manuel Valls bénéficie d'un score encore plus élevé. C'est la vision donnée par des sondages.

Dimanche, trois élections partielles avaient lieu en France. Certains pensaient que la vague d'émotion allait peser sur ces scrutins, en apportant un bénéfice aux candidats présentés par la majorité gouvernementale. L'autre prévision, c'était le recul de l'extrême droite en France. Ses chefs n'avaient pas voulu participer à la marche de Paris, et avaient organisé une manifestation en comité res-

treint dans une commune dirigée par un maire d'extrême droite.

Le résultat est à l'opposé des prévisions. Dans les trois cas, les candidats soutenus par le gouvernement ont été battus.

Une élection était particulièrement sous le feu des projecteurs : la législative partielle d'Audaincourt. Elle concernait la désignation du successeur de Pierre Moscovici à l'Assemblée nationale. Cette circonscription est proche des usines Peugeot à Sochaux. Elle était ancrée à gauche. En 2012, le candidat socialiste avait obtenu 40 % dès le premier tour, devançant l'UMP et l'extrême droite. Il avait ensuite été élu au second tour.

Pendant la campagne, Manuel Valls est venu tenir un meeting, preuve de l'importance de cette élection aux yeux du pouvoir.

Patratras, c'est l'extrême droite qui est arrivée en tête devant le PS. L'effet « Charly Hebdo » exprimé dans les sondages n'a pas eu sa concrétisation dans cette élection, sinon le PS aurait été largement devant.

Ce gouffre entre le sondage et la réalité fait réfléchir. Les habitants d'Audaincourt ne sont pas coupés du monde, ils ont vu l'attentat et ses conséquences.

À La Réunion, les sondages sont devenus une manière privilégiée de dessiner le rapport des forces, non plus entre des partis politiques, mais entre des individus comme c'est le cas en France. Depuis plusieurs mois, les prévisions vont bon train pour les régionales. Elles donnent deux personnes en tête. Gageons que les mois qui viennent, ce duo restera devant avec peut-être un changement entre le premier et le deuxième et rien de plus.

Mais comme viennent de le rappeler les dernières élections en France, du sondage à la réalité, il peut y avoir un gouffre.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Visite du Premier ministre

Manuel Valls en Chine : levée les doutes des Chinois

La visite de trois jours du Premier ministre, Manuel Valls, aura été plus symbolique qu'économique. Aucun accord n'a été signé, mais la situation s'est apaisée entre les deux pays, qui ont célébré en 2014, 50 années de coopération sino-française.

La visite de Manuel Valls n'aura pas été très commentée à Pékin. D'abord parce qu'il ne s'agissait pas du président François Hollande, venu en Chine en 2013, ensuite il n'y avait pas de gros contrats à la clé et enfin, parce que les visites de Premier ministre se succèdent depuis 50 ans.

Malgré cela, certains médias chinois ont surtout mis l'accent sur les déclarations du Premier ministre français et sa volonté de changer les rapports bilatéraux, pour un ré-équilibre des échanges économiques et la levée des restrictions qui freinent les investissements chinois en France.

Depuis plusieurs années, les Chinois pestent contre les restrictions françaises et s'inquiètent de l'instabilité économique du pays depuis le début de la crise de la dette souveraine en Europe en 2010. Pékin avait d'ailleurs annoncé à plusieurs reprises son soutien à la France depuis le début de la crise, avec toutefois quelques avertissements sur les conditions d'accueil et les difficultés des sociétés chinoises en France.

Trop d'incertitudes sur l'économie française

D'ailleurs, à la veille de la visite d'Etat de François Hollande en Chine, en 2013, les Chinois mettaient en exergue des échanges commerciaux "tièdes" entre Paris et Pékin. Zhao Jinjun, ancien ambassadeur de Chine en France et président de l'Institut des hautes études diplomatiques, avait expliqué dans une tribune du Quotidien du Peuple que malgré l'augmentation du volume des échanges, il y a « un problème évident de déséquilibre entre les puissances économiques globales des deux pays ».

Un déséquilibre également évoqué par Manuel Valls : « Le rééquilibrage par le haut des échanges économiques entre la France et la Chine est une priorité. Et cela passe avant

tout par un meilleur accès au marché chinois pour nos exportations ». Ce dernier a tenu à rassurer les dirigeants et investisseurs chinois, en assurant qu'il y a « trop d'obstacles (qui, NDLR) continuent de freiner nos échanges ».

Raison pour lesquelles, lui et son homologue chinois, Li Keqiang, ont décidé de « travailler à la levée de ces entraves », notamment dans le domaine agroalimentaire. « La clé sera, avant tout, la confiance, c'est-à-dire une égalité de traitement entre toutes les entreprises, y compris françaises. Ce rééquilibrage est désormais rendu possible », a-t-il assuré.

L'économie verte, nouveau défi commun

Lors de sa rencontre avec Manuel Valls, le président chinois, Xi Jinping, a tenu à apporter son soutien – à quelques mois de la Conférence des Nations Unies sur le Climat de Paris – aux « efforts de la France pour organiser la conférence des Nations unies sur le changement climatique cette année ». Le président chinois a mis l'accent sur la collaboration bilatérale visant à « sauvegarder les résultats de la Seconde Guerre mondiale et l'ordre pacifique d'après-guerre », et à « établir un nouveau type de relations internationales caractérisées par la coopération gagnant-gagnant ».

Le 30 juin, la ministre de l'écologie, Ségolène Royal, et Zhou Shengxian, Ministre de l'environnement chinois, ont signé un plan d'action commun pour la protection de l'environnement, dans le cadre de cette conférence internationale. Ce plan prévoit le renforcement du soutien de la France au développement du droit de l'environnement en Chine et le transfert de l'expérience et du savoir-faire français dans divers domaines tels que la qualité de l'air, de l'eau et des sols, la protection des milieux aquatiques, la bonne

gestion des produits chimiques, la labellisation environnementale entre autre.

En réel VRP, Manuel Valls a évoqué l'importance de la coopération sino-française, cependant le pays s'est fait devancer par les Etats-Unis, sur la question des changements climatiques. En effet, les Etats-Unis ont signé avec Pékin un accord en la matière, qualifié d'« historique » par le président américain, Barack Obama.

Ce « pas de géant pour l'humanité » pour l'Agence internationale pour l'énergie (AIE) est désormais une épine dans le pied français, car « pour préparer la conférence, tous les pays devaient apporter leurs contributions nationales, avec des objectifs chiffrés au printemps 2015, les Etats-Unis et la Chine les ont devancés », a expliqué au site L'Opinion, Simon Quemin, chercheur à la chaire Economie du Climat.

La visite de Manuel Valls aura été l'occasion pour le gouvernement de rassurer les Chinois : « Oui, la France est ouverte aux entreprises chinoises. Oui, vos investissements – nous savons tous que la Chine a des capacités financières tout à fait considérables – sont les bienvenus ». Ce dernier a également tenu à assuré aux acteurs économiques de la fiabilité économique de son pays : « la France est un pays attractif, un pays pro-entreprises, un pays pro-business, qui avance et se réforme ».

Céline Tabou

Vols en impesanteur à l'aéroport de Pierrefonds ? **La Réunion et l'espace...**

Le scientifique et chercheur réunionnais Guy Pignolet, de Pluton Sainte-Rose, vient de rendre publiques trois informations très intéressantes sur les liens à cultiver entre La Réunion et l'espace. Voici de larges extraits de ces annonces.



Le livre "L'île de La Réunion vue de l'Espace".

- Ce samedi 31 janvier a eu lieu sur le Barachois à Saint-Denis la présentation officielle du « livre de l'année 2014 » intitulé : "L'île de La Réunion vue de l'Espace". Un produit exceptionnel du travail bénévole et passionné de 45 acteurs, photographes, auteurs et poètes. Un livre à la gloire mondiale de notre île si singulière et si belle.

- Tout le monde devra savoir lire, écrire et compter la « Team Reunion » pour le Global Learning X-Prize ! Suite à notre appel du mois d'octobre dernier, un cœur d'équipe de sept personnes s'est formé pour répondre au grand défi lancé par Peter Diamandis et le X-Prize. Il s'agit de concevoir un logiciel pour tablette qui permettra à tous les enfants du monde, même dans les environnements les plus défavorisés, d'apprendre la lecture, l'écriture et les bases de l'arithmétique. Voir, en français, les directives générales du concours sur le site :

http://www.science-sainte-rose.net/global_learning_xprize_proposed_guidelines_v1_fra.pdf

Autour du noyau dur de la Team Reunion, d'autres personnes moti-

vées viennent s'associer à cette aventure ouverte et grandiose qui se doit donc d'être simple, sans prise de tête. Nous avancerons dans ce concours d'une manière décontractée et donc sérieuse. Si nous ne gagnons pas les millions de dollars du prix qui sont là pour faire jolis (mais pourquoi pas ?) tous ceux qui participeront, tous et toutes sont invités. Nous aurons la joie d'être entrés dans un jeu fabuleux et il en restera toujours quelque chose pour La Réunion et pour la Planète. Vous avez des compétences, des idées, des questions, vous êtes déjà sur le sujet ? Alors envoyez moi un courriel(*) pour vous associer à ce rêve réaliste.

- Pierrefonds pour vivre les émotions du vol en impesanteur ? Une équipe de six auteurs réunionnais a proposé pour un congrès international sur la promotion et la gestion du tourisme, qui se tiendra en juin prochain au Japon, une étude sur « le tourisme Zéro-G pour l'île de La Réunion ». Voir le résumé, en français, à l'adresse :

http://www.science-sainte-rose.net/Beppu_2015.pdf

Cette communication a été

acceptée « avec mention » (« strong accept »). Nous devons rendre la copie écrite avant le 15 février prochain, avant de la présenter au congrès en juin. Puisqu'on nous demande de faire fort, nous allons nous efforcer de faire fort, pour construire aujourd'hui la dimension spatiale de La Réunion comme nous avons, il y a trente ans, construit sa dimension informatique. Tous ceux qui auraient des idées et des choses à dire sur le sujet d'un développement spatial pour Pierrefonds et de l'introduction économique d'une offre Zéro-G durable, histoire de commencer, sont invités à nous en faire part rapidement par courriel(*). Nous accueillerons toutes les contributions dans notre document en préparation et nous ne manquerons pas d'y citer et d'y remercier les contributeurs.

(*) Pour le Learning X-Prize et pour Pierrefonds, envoyer les courriels à <guy.pignolet@science-sainte-rose.net>

Un beau café-citoyen de L'Arcadie avec André Oraison

La clé du développement durable de La Réunion : la réforme institutionnelle réunionnaise

Près d'une trentaine de personnes ont participé ce mercredi 28 janvier au premier café-citoyen de l'année organisé par L'Arcadie de La Réunion à "La Cerise" de Saint-Paul sur le thème : "La réforme territoriale à La Réunion, une nécessité ?". Lors de cette rencontre animée par Céline Chabut, André Oraison, professeur des Universités en Droit public, a expliqué pourquoi et comment il faut réaliser au plus vite cette réforme institutionnelle réunionnaise démocratique pour résoudre au mieux les problèmes du pays.

André Oraison a ouvert la séance en regrettant que le président de la République, lors de sa visite à La Réunion le 21 août dernier, a déclaré que nous n'aurions pas besoin ici de la réforme territoriale programmée en France ainsi qu'aux Antilles et en Guyane. Or le 1er avril 2012 à Saint-Louis, lors d'un meeting électoral, François Hollande s'était engagé en faveur d'une telle réforme pour une gouvernance démocratique, libre et réunionnaise.

Il a aussi rappelé qu'en 1981, avant d'être élu président de la République, François Mitterrand avait également promis au peuple réunionnais une réforme institutionnelle spécifique, comme le souhaitait le PCR. « Or quand on voit aujourd'hui qu'il y a de plus en plus de manifestations contre les problèmes sociaux et que la situation est beaucoup plus explosive à La Réunion qu'en France, s'il n'y a pas cette réforme, on mène une politique de l'autruche », selon le professeur d'université.

Union et mobilisation

C'est pourquoi André Oraison préconise concrètement une fusion des deux principales collectivités réunionnaises actuelles, la Région et le Département, pour créer une collectivité unique, avec des compétences spécifiques et suffisantes ainsi que des moyens financiers adaptés pour relever les défis du pays. Il a également exposé les nombreux avantages d'une telle réforme, qui doit donner au peuple réunionnais les pouvoirs de décision concernant la gestion démocratique de son pays et le



André Oraison au café-citoyen de L'Arcadie de La Réunion.

co-développement régional solidaire à mettre en œuvre avec les autres pays de l'Indianocéanie. Après cet exposé, des échanges très intéressants se sont déroulés avec le public et l'ensemble des intervenants ont apporté leur soutien à ce projet, en faisant part de leurs suggestions pour assurer sa réussite. Ils ont notamment prôné le plus large rassemblement possible dans la mobilisation des Réunionnaises et Réunionnais pour

faire avancer la réforme institutionnelle devenue indispensable et urgente.

« Faire croître la responsabilité du peuple réunionnais »

Cette union et cette mobilisation sont d'autant plus nécessaires que « la plupart des élus actuels n'utilisent pas leur pouvoir pour faire cette réforme au plus vite et au mieux », a déclaré André Oraison. C'est pourquoi il préconise une « généralisation du débat » sur les voies et les méthodes comme sur le contenu et les perspectives de cette réforme.

Au cours du débat, plusieurs intervenants ont valorisé les divers atouts de la collectivité unique réunionnaise pour assurer « plus de cohérence et de démocratie » dans la politique à mener dans le pays, « davantage de citoyenneté et de transparence face à la corruption ». Et André Oraison a conclu cette rencontre en soulignant l'importance de la réforme institutionnelle réunionnaise comme clé du développement durable de La Réunion « en faisant croître la responsabilité du peuple réunionnais ».

Correspondant

Vous avez entendu parler ou vous vous êtes documenté(e) sur de la guerre d'agression américaine au Vietnam : vous vous souvenez j'espère de l'agent orange qui continue aujourd'hui encore à faire supporter au peuple vietnamien ses redoutables effets... Vous connaissez Monsanto, le bienfaiteur de l'humanité ? Dîtes-vous que c'est à la guerre du Vietnam et à son agent orange qu'il doit sa formidable accumulation capitaliste. C'est aussi Monsanto qui est à l'origine des plantes OGM. Je pense que cela vous donne à réfléchir ! Pensez aussi aux paysans irakiens qui ont été arrosés de blé transgénique avec obligation d'oublier leurs semences multi séculaires avec, un surcroît de dépendance de l'agriculture irakienne et le développement de l'agro-business Enfin, pensez aux villages de suicidés en Inde du fait de l'introduction massive du coton OGM... les chefs de famille ne pouvant plus rembourser leurs dettes d'achat de semences et de traitements chimiques ont préféré bien souvent mettre fin à leurs jours. On pourrait encore alourdir la charge, mais je préfère laisser ce soin à Grain*.

La canne c'est le sucre, mais pas seulement -46-

La canne à sucre sous le coup de la menace OGM (suite 3)

Des milliards de l'agro-business

« En une dizaine d'années seulement, presque toutes les pampas argentines et d'énormes surfaces forestières et agricoles au Brésil, en Bolivie, en Uruguay et au Paraguay ont été transformées en déserts verts de monocultures de soja. Le boom du soja en Amérique latine a été et est toujours un filon miraculeux pour l'agrobusiness. Il a fourni à la poignée de céréaliers géants qui dominent le marché international des oléagineux et du fourrage un terrain bon marché et fertile pour assurer l'expansion et la consolidation de leurs activités dans le monde. Ces mêmes sociétés, Cargill, ADM et Bunge pour ne citer qu'elles, ont aussi fait des milliards de profits avec les ventes d'engrais chimiques devenus indispensables. D'autres grandes entreprises étrangères, telles qu'AGCO et John Deere, ont profité des ventes de tracteurs. Monsanto et Sygenta, quant à eux, ont engrangé des bénéfiques records avec leurs semences génétiquement modifiées et leurs pesticides chimiques. »

La ruine des petits agriculteurs

« L'invasion du soja s'appuie sur un modèle de production axé sur l'utilisation de semences génétiquement modifiées qui permettent de tolérer d'énormes doses d'herbicides chimiques. C'est Monsanto qui a fourni à la fois les semences et les herbicides, tandis qu'une nouvelle génération

d'exploitations agricoles, dirigées principalement par des hommes d'affaires vivant dans les villes, louait ou s'emparait de vastes zones agricoles et y organisait le travail. À chaque fois que ce modèle a été déployé, il a forcé les petits paysans à partir et les communautés locales ont été dévastées par l'exode rural et la contamination chimique. »

La canne et le sucre sont d'ores et déjà en ligne de mire de l'agro-business : l'agriculture dirigée des villes par des gens, multi millionnaires sinon milliardaires qui n'ont rien à voir avec la campagne.

(à suivre)

Georges Gauvin

GRAIN est une petite organisation internationale qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité

Oté

In gran sérviss a la péronn pou banna !

Koméla préské dan tout famy la rényon, mélérozman néna touzour inn ousinonsa défwa dé moun minm lé pa tro gayar, kiswa in pé fay-fay par rapor a laz, kiswa malad minm, télman néna in takon maladi i trinn konméla. Souvan-dé-fwa zot i sobat kont sak ni apèl bann maladi nouvèl i déklansh konm sa sank ni pé éspliké, sank ni konprann, i atak domoun san prévni konm sa, bann la ot i di sé dé maladi émérzan. Lé vré, dizon o plis lomoun lé azé, o plis lé pli fasil tonn si son palto, o plis li dwa èt in pé plis krintif pou son santé, mé tansantan i atak bann mwïn vié osi.

Banna i di maladi émérzan, pa touzour ousinonsa plito lo non la maladi la sanzé zordi. Mi ansouvwyin, tanmti minm, navé in vié madam té rèt koté nout kaz é lo vié madam sanm pou mwïn in mandoné la tèt la komans bloké, a nou koué nou té i di ? Nou té i di lo madam la ging la foli. Zordi kan mi wa in moun néna ézèymèr mi ropanss lo vié madam, Donkolor déza madam la lavé déza ézèymèr lontan, mi pé pa oublié télman lo madam té fé pitié. In ot maladi té i rod déza dann tan la. In ot gramoun té rèt pli lwïn k'nou, lo gramoun té i trann baya, té i trann vèy pa koman.

La osi kan mi rogar byin zordi, pou lo gramoun malad ni dizé dan lo tan lo gramoun la gingn la tranblad, figir a zot boudikont li lavé déza parkinnsann avan tout. Donkolor bann maladi la, la pa télman émérzan. A mwïn ti kolon anndan la, mi pé pa di koman géri bann maladi la, mi lèss sa pou bann éspéshialis, mé mwïn lé kontan kan mi antann mon parti i pran an kont banna, dan nout program lé prévi in gran sérviss pou zot èk lé zot, ni apèl sa in gran sérviss a la péronn !

Justin

Kosa in shoz ?

Il-Li na kat pat, mé li gingn pa marsé !

Sa lé pa dir pou trouvé :

.....

In tab ! Alon asir otour.